Écrit par Alexandre Beregov (activiste du Mouvement socialiste de Russie – RSD)
Mardi, 22 Janvier 2013 15:14 - Mis à jour Mardi, 22 Janvier 2013 17:10

Ce jeudi 17 janvier, Alexandre Dolmatov, un activiste du parti d'opposition « Autre Russie », a mis fin à ses jours dans un centre de déportation des Pays-Bas où sa demande d'asile politique avait été refusée. Alexandre avait quitté la Russie après que son appartement ait été perquisitionné par la police dans le cadre de la campagne de répression lancée le 6 mai dernier.

Les protestations contre le système qui s'est installé en Russie ces deux dernières décennies ont atteint leur plus haut point le 6 mai dernier, au cours des confrontations entre des manifestants pacifiques et la police dans le cadre de l'inauguration du troisième mandat de Vladimir Poutine. Le mouvement « Occupy Abaï » est alors apparu en réponse à ces répressions. Il est devenu une plateforme démocratique pour tous types d'activistes mécontents de l'emprise exercée par les politiciens libéraux et les stars des médias sur la direction du mouvement de protestation. Dès lors, différents organes répressifs russes ont eu carte-blanche pour intimider l'opposition. À partir de la fin mai, une série d'arrestation a touché des militants appartenant à différents groupes politiques et ayant participé au mouvement. Toute action d'ampleur de l'opposition était désormais anticipée par l'arrestation de simples participants aux événements du 6 mai. Cette situation a forcé certains activistes à quitter les frontières de la Fédération de Russie pour fuir une arrestation certaine.

Le suicide tragique du réfugié politique russe Alexandre Dolmatov dans un centre de déportation des Pays-Bas a immédiatement pris des allures de conspiration en Russie. Aussi bien les médias proches du Kremlin qu'Edouard Limonov, le leader complaisant du parti d'opposition « Autre Russie » (*Drugaïa Rossia*) dont Alexandre était formellement membre, affirment que la mort de ce dernier est la conséquence de pressions exercées par les services secrets de l'OTAN qui souhaitaient obtenir des secrets militaires auxquels l'opposant défunt aurait pu avoir accès. Les proches du défunt, eux, ont plutôt tendance à accuser les autorités russes pour la campagne de répressions lancée contre les participants au mouvement de contestation qui a vu le jour le 11 décembre. Cependant, il semble évident que la mort d'Alexandre est directement liée à la montée en puissance des tendances répressives aussi bien en Russie que dans les pays d'Europe en proie à la crise économique.

En Russie, la série de mesures extraordinaires prises par la nouvelle Douma, les arrestations chaotiques des participants aux actions de protestation et l'enlèvement de l'activiste du Front de Gauche Léonid Razvojaev sur le territoire d'un autre Etat ont fini par convaincre Alexandre

Dolmatov que son arrestation était imminente s'il restait un peu plus longtemps sur le sol de la Russie. Tout comme d'autres personnes qui ont été jetées en prison dans le cadre de l'affaire dite « des troubles de l'ordre public massifs » du 6 mai, il aurait tenu le rôle de l'agneau sacrifié dans une parodie de procès jouée dans la plus pure tradition stalinienne. Ces répressions dirigées avant tout contre de simples participants aux manifestations sont censées couper court à la vague de mécontentement politique qui a secoué la Russie tout au long de l'année dernière. Le régime de Poutine, qui est confronté pour la première fois de ces deux dernières décennies à un refus massif de sa politique, est contraint d'avoir recours aux moyens les plus brutaux pour récupérer le contrôle sur la société.

Par ailleurs, la mort du réfugié politique dans un centre fermé européen montre clairement que l'indifférence des bureaucrates ne connait pas de frontières. Les politiques migratoires de l'Union européenne ont de tous temps été fondamentalement anti-démocratiques et cette situation s'est encore aggravée dans le cadre de la crise économique et la récession qui frappent les pays d'Europe. Des mesures sévères ont été prises non seulement dans la sphère économique mais également en matière de politique intérieure. Totalement privés de droits, les migrants sont des cibles idéales pour des dirigeants résolus à recourir à tout l'arsenal de mesures répressives. L'indifférence des employés du service des migrations des Pays-Bas face au sort de l'opposant russe, qui était bel et bien menacé de poursuites politiques dans son pays, est l'illustration parfaite des fruits d'une telle politique.

La tragédie d'Alexandre Dolmatov tient à ce qu'il s'est retrouvé coincé dans l'étau de deux machines répressives en même temps. Il est à la fois la victime de la bataille politique qui secoue la société russe et l'une des nombreuses victimes des lois anti-immigration brutales de l'Union européenne. Sa mort ne doit pas être vaine, ni pour les activistes du mouvement de protestation en Russie, ni pour les activistes européens qui se battent contre les différentes manifestations des politiques d'austérité.

Traduit du russe par Matilde Dugaucquier